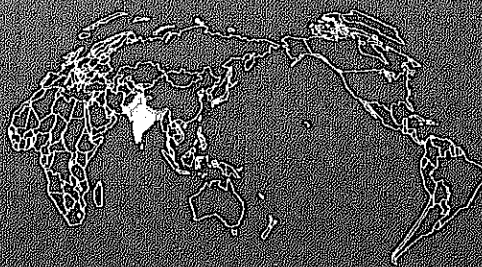
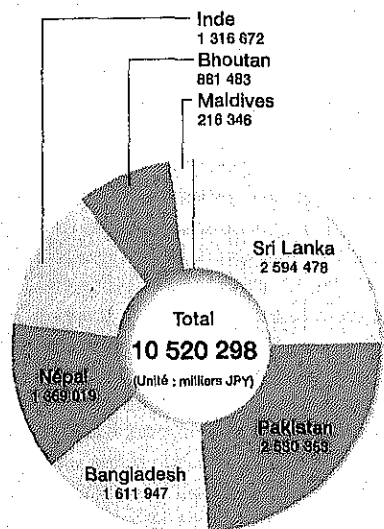


Asie du Sud-Ouest



Piliers de l'aide Coopération privilégiant la réduction de la pauvreté et le développement économique

Résultats de la coopération par pays en Asie du Sud-Ouest (Exercice 2006)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide à l'Asie, y compris la coopération couvrant un groupe de pays, est de 51,115 695 milliards JPY.

L'Asie du Sud-Ouest regroupe environ 40 % des pauvres de la planète. Le développement dans les domaines de la santé et de l'éducation accuse un retard important par rapport au reste du monde, et l'égalité des sexes est loin d'y être une réalité. Par ailleurs, cette région se caractérise par une grande diversité ethnique, religieuse et linguistique, qui est source d'instabilité sur les plans politique et social. On y recense plusieurs zones de conflit. L'apaisement progressif des tensions entre l'Inde et le Pakistan depuis 2003 devrait engendrer un contexte favorable à l'activité économique des pays de la région, ce qui aurait des effets stabilisateurs sur le plan politique. La région affiche une assez bonne santé économique, comme le montre l'exemple de l'Inde, qui a enregistré des taux de croissance élevés ces dernières années, mais elle pâtit d'une structure économique fragile : aucun des pays ne parvient à équilibrer ses finances publiques ou sa balance commerciale.

Par conséquent, la JICA a fait de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique les deux axes prioritaires de sa coopération en Asie du Sud-Ouest. Concrètement, la JICA s'attache à améliorer les conditions de vie des populations, en soulignant la nécessité d'intégrer le concept de sécurité humaine et les considérations de genre dans les efforts de réduction de la pauvreté. Les programmes portent notamment sur la santé publique, l'éducation, l'approvisionnement en eau

salubre, le développement communautaire et le développement des ressources humaines.

La pauvreté étant un des facteurs d'instabilité politique et sociale, la JICA s'attelle à ce problème en apportant une coopération adaptée à cet état de fait.

Parallèlement, la JICA entend apporter une aide permettant de développer l'infrastructure économique et de promouvoir les échanges et les investissements en direction du secteur privé, de façon à obtenir une croissance stable de l'économie. L'Agence souhaite renforcer la coordination avec les projets d'aide financière en faveur du développement de l'infrastructure économique. Le soutien au développement économique de l'Asie du Sud-Ouest constitue également un levier efficace pour établir des partenariats économiques entre le Japon et cette région — partenariats qui vont se resserrant avec l'Inde, en particulier — et pour contribuer à réduire la pauvreté, qui touche plus de 400 millions d'individus.

Le soutien à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits se poursuit, principalement au Népal où des conflits de longue date sont sur le point de se résoudre, et au Sri Lanka qui continue à souffrir des conséquences des conflits. Par ailleurs, la JICA maintiendra son aide à moyen et long terme en matière de prévention des catastrophes naturelles et de reconstruction pour faire face aux dégâts provoqués par les séismes qui ont frappé le Pakistan en octobre 2005.

État actuel du développement régional

L'Asie du Sud-Ouest compte environ 1,3 milliard d'habitants ; plus de 400 millions d'entre eux vivent dans le dénuement. Tous ces pays mettent en œuvre des politiques de développement visant à réduire la pauvreté, et des progrès ont été réalisés dans certains domaines, comme l'éducation et la santé. Toutefois, le niveau de développement de la région demeure insuffisant. Dans cette région, diverses questions politiques et sociales sont liées de manière complexe à des facteurs comme l'appartenance ethnique, la religion, la langue et le climat, ce qui contribue à une profonde diversité socioculturelle, mais aussi à l'instabilité de la société.

Ces dernières années, l'Asie du Sud-Ouest a connu un taux annuel de croissance économique d'environ 5 %, chiffre plutôt satisfaisant. Le développement économique récent de l'Inde est tout à fait remarquable : ce pays a enregistré un taux de croissance de 6 % par an en moyenne durant les années 1990. Le secteur des services (technologies de l'information), en constante

expansion, est devenu un secteur phare, et le produit intérieur brut (PIB) a augmenté au rythme de 8,4 % par an durant l'exercice 2005 (il devrait atteindre 9,2 % pour l'exercice 2006), ce qui classe l'Inde au troisième rang en Asie — après le Japon et la Chine — en termes de PIB. Si ce dynamisme économique profite à la classe moyenne, dont les rangs ne cessent de grossir, la part de la population pauvre demeure proche de 35 %. Le gouvernement actuel — dirigé par Manmohan Singh — entend privilégier le développement rural et la création d'emplois, tout en s'efforçant de maintenir la croissance économique. À part l'Inde, beaucoup de pays demeurent tributaires de l'exportation de certains produits, pour l'essentiel agricoles et textiles. À mesure que les tensions entre l'Inde et le Pakistan s'apaisent, le démarrage en vraie grandeur d'une zone de libre-échange en Asie du Sud pourrait stimuler l'activité économique de chaque pays de la région et contribuer à la stabilité de celle-ci.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

La perspective de la sécurité humaine

Dans cette région qui compte tant de déshérités, la JICA considère la lutte contre la pauvreté comme une priorité commune à tous les pays ; elle s'attache à formuler et à mettre en œuvre des projets intégrant en amont la perspective de la sécurité humaine.

Concrètement, elle fournit une aide parvenant directement aux populations des régions difficiles à sécuriser, pour y améliorer les conditions de vie de base (accès à l'eau salubre, assainissement, soins de santé, etc.). Citons un projet axé sur la remise en état des infrastructures de base et l'autonomisation de groupes communautaires au Sri Lanka.

Les populations pauvres sont vulnérables aux maladies infectieuses endémiques et à la pollution de l'environnement. La JICA contribue à la lutte contre ces maladies, plus particulièrement la filariose et la tuberculose au Bangladesh, et elle soutient la lutte contre la tuberculose ainsi que le programme élargi de vaccination et de lutte contre la poliomyélite au Pakistan. La dégradation de l'eau des rivières et des nappes souterraines atteignant des proportions alarmantes, en raison notamment de la croissance démographique, l'Agence soutient des mesures de lutte contre la pollution des rivières, des lacs et des étangs en Inde, et contre la contamination des eaux par l'arsenic au Bangladesh.

Au Bangladesh, la JICA apporte à la fois une aide directe à la population menacée par la pollution de l'eau potable nécessaire à sa survie, et un soutien au développement des capacités du gouvernement central et des administrations locales, de façon à atteindre le plus grand nombre de personnes possible. La JICA assure une aide globale permettant d'étendre et de consolider au niveau des préfectures les résultats obtenus au niveau des districts. Elle combine pour cela différentes approches, et travaille notamment en partenariat avec des ONG.

Développement économique

Dans ce domaine, le développement de l'infrastructure et la promotion du commerce et de l'investissement sont des enjeux communs à la région. L'infrastructure sous-tend la croissance économique du pays ou de la région, et c'est un facteur susceptible d'encourager les investissements dans le secteur privé. Outre l'infrastructure économique, l'amélioration de la gouvernance, condition préalable à l'instauration d'un développement durable, aura des effets positifs sur l'environnement d'investissement, la promotion de l'investissement et les gains de productivité, et par conséquent sur la croissance économique.

En matière d'infrastructure économique, le développement de la circulation et des transports est capital. Or, le problème majeur, commun à tous les pays d'Asie du Sud-Ouest, est l'absence d'un réseau routier suffisamment développé. Ainsi, la JICA assure une coopération technique pour le développement de voies de communication terrestres, y compris les ponts ; cette coopération est associée à des prêts en yens et à des apports d'aide financière non remboursable.

En Inde, le développement de l'infrastructure n'arrive pas à suivre le rythme rapide du développement économique. Dans ce pays, le Japon soutient le développement de l'infrastructure essentiellement par des prêts en yens. Compte tenu de l'étendue de son territoire et de l'ampleur de ses disparités régionales, l'Inde bénéficie d'une aide au développement et à l'amélioration de ses principales lignes de fret ferroviaire. Il s'agit de contribuer à promouvoir l'activité socioéconomique et la mise en place d'un environnement propice à l'investissement en améliorant

l'efficacité des systèmes nationaux de distribution. Concrètement, une étude de développement portant sur deux lignes de fret ferroviaire à grande vitesse a été mise en œuvre. Ces lignes relieront Delhi et Mumbai (Bombay) d'une part, et Delhi et Howrah, près de Calcutta, d'autre part ; elles formeraient deux des quatre côtés du « Quadrilatère d'or » entre Delhi, Mumbai, Calcutta et Chennai (Madras). C'est sur ces quatre grandes métropoles que repose l'avenir du pays. Sur la base des résultats de cette étude, une demande d'aide à la formulation de projets associée à des prêts en yens a été émise (voir p. 77).

La demande de développement des infrastructures économiques en faveur de la croissance est appelée à augmenter ; la JICA va donc encourager une coopération combinée à des prêts en yens.

Consolidation de la paix et appui à la démocratisation

Au Népal, un conflit civil opposant des rebelles maoïstes au gouvernement a sévi pendant dix ans, provoquant la mort de plus de 14 000 personnes, des déplacements massifs de population à l'intérieur des frontières, et des destructions considérables. Toutefois, en novembre 2006, un accord de paix historique a été signé entre le gouvernement et les rebelles, et le processus de construction d'un « nouveau Népal » a pu s'amorcer. En janvier 2007, un parlement provisoire a été mis en place avec la participation des ex-rebelles, et en avril de la même année, un gouvernement également provisoire a été désigné. Le pays prépare aujourd'hui l'élection d'une Assemblée constituante qui décidera de la future forme à donner à ses institutions. Pour pouvoir bâtir une nouvelle nation animée par l'espoir et la confiance, il est essentiel de favoriser la tenue d'élections libres et équitables. Consciente de cet enjeu, la JICA apporte une aide à l'organisation de ces élections, par des activités comme le renforcement des capacités de la Commission électorale et le soutien à l'éducation des électeurs. Afin d'atténuer les disparités entre zones urbaines et rurales, considérées comme l'une des causes structurelles du conflit, la JICA entend assurer une aide destinée à améliorer les moyens de subsistance de la population vivant dans la zone la plus touchée par le conflit (voir pp. 17 et 75).

S'agissant des conflits au Sri Lanka, un accord de cessez-le-feu a été signé entre le gouvernement sri lankais et les rebelles de l'ethnie tamoule, les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (TLET) en février 2002.

Cinq ans après la suspension des hostilités, les négociations de paix entre le gouvernement et les Tigres sont au point mort. Depuis la fin des hostilités, la JICA a apporté un soutien ininterrompu aux réfugiés et aux populations victimes de la guerre. Dans ses projets, elle a œuvré activement à



Séminaire sur la démocratie et les systèmes électoraux à Pokhara, ville de l'ouest du Népal

l'autonomisation des communautés dans les zones touchées par le conflit.

Outre le soutien direct à la population, la JICA forme des administrateurs chargés de traiter avec les groupes de résidents, de façon à permettre aux communautés et aux municipalités de résoudre elles-mêmes les problèmes auxquels elles sont confrontées, en s'appuyant sur leur propre savoir et leurs propres prérogatives.

Depuis quelques années, le processus démocratique s'accélère dans la région, tout comme le transfert de pouvoirs des gouvernements centraux vers les administrations locales. Au Pakistan et au Bhoutan, la JICA met en œuvre le programme d'aide à la décentralisation, avec la participation des citoyens, dans le but de renforcer les capacités des administrations locales et d'améliorer ainsi la gouvernance.

Prévention des catastrophes et reconstruction après une catastrophe

Le 8 octobre 2005, à 8 h 50, un séisme d'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter frappait le nord du Pakistan ; son épïcêtre était localisé à une vingtaine de kilomètres au nord/nord-est de Muzaffarabad. Selon un bilan officiel, ce séisme a

fait 73 000 morts dans l'ensemble du pays, la région la plus touchée étant celle de Muzaffarabad. Suite à cette catastrophe, la JICA a apporté une aide continue, allant de la phase des secours d'urgence à celle de la reconstruction, en s'appuyant sur l'expérience du Japon.

Face aux dégâts considérables que le séisme de Sumatra et le tsunami de l'océan Indien ont provoqués au Sri Lanka et aux Maldives en décembre 2004, le Japon a apporté de manière suivie une aide à l'élaboration de modèles pour l'aide à la reconstruction relevant des communautés, et il a assuré une coopération grâce aux contacts interpersonnels, et notamment de conseils en matière de prévention des catastrophes.

Pour ce qui est de la prévention des catastrophes, la JICA aide le Bangladesh à lutter contre les cyclones et inondations et lui fournit une aide financière ; elle contribue également à l'atténuation des conséquences des glissements de terrain et à la planification de la prévention des catastrophes routières au Népal. La JICA continuera à mettre en œuvre des mesures exploitant les technologies du Japon, pays avancé en matière de prévention des catastrophes, et à promouvoir une aide destinée à renforcer les capacités d'intervention des communautés locales en cas de catastrophe.

Sur le Terrain

Pakistan

Aide à la réhabilitation et à la reconstruction après le séisme du 8 octobre 2005 au Pakistan

Aide mettant à profit l'expérience du Japon, pays à forte activité sismique

Aide continue, des secours d'urgence à la réhabilitation et la reconstruction

Pour le séisme qui a secoué le Pakistan le 8 octobre 2005 (bilan : 73 000 morts), le bureau de la JICA au Pakistan a assuré la continuité de l'aide entre la phase des secours d'urgence, juste après la catastrophe, et celle de la réhabilitation et de la reconstruction, en collaboration avec le gouvernement du Pakistan et diverses organisations. Par exemple, des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR) — équipes de secours et équipes médicales — ont travaillé dans le district de Batagram, dans une province située à la frontière nord-ouest. Une étude d'évaluation des besoins et une étude du plan général pour la reconstruction des écoles et des installations sanitaires et médicales y ont été réalisées promptement. Sur la base de ces études, le gouvernement japonais (le ministère des Affaires étrangères) a décidé de mettre en œuvre une coopération financière non remboursable hors projet (de 4 milliards JPY) trois mois après le séisme. On a prévu de reconstruire plus d'une centaine d'écoles et une vingtaine d'installations médicales ; la JICA assure à cet égard différents types d'aide pour une mise en œuvre harmonieuse.

Planification urbaine conçue pour réduire les risques de catastrophes en s'inspirant de l'expérience japonaise

En s'appuyant sur une étude de formulation de projets réalisée juste après le tremblement de terre (d'octobre

à novembre 2005), la JICA apporte une aide diversifiée s'inspirant des expériences du Japon, pays à forte sismicité. L'Agence a mis en œuvre des projets ciblés : soutien aux orphelins et aux personnes handicapées (victimes du séisme) via l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ; formation technique aux règles de conception et de construction des installations sanitaires et médicales obéissant à un nouveau concept de construction parasismique et sans obstacles ; démonstration d'une technologie peu onéreuse de construction parasismique de logements, etc.

L'étude de développement d'urgence sur la réhabilitation et la reconstruction de Muzaffarabad — l'épicêtre du séisme — a été mise en œuvre selon une politique de base visant à bâtir une ville capable de mieux résister aux aléas naturels. Parmi les activités de prévention des catastrophes naturelles mises en œuvre à grande échelle et concernant la population, citons : (1) la formulation d'un plan directeur de réhabilitation et de reconstruction, comprenant une cartographie des risques et un plan d'occupation des sols ; (2) une proposition de projet de reconstruction d'urgence concernant la route de contournement de la rive occidentale — qui doit servir d'itinéraire d'évacuation en cas de catastrophe et permettre d'acheminer les secours d'urgence — et la réalisation d'études correspondantes ; et (3) l'enlèvement des décombres avec la participation de la population, la mise en place

d'un système d'alerte précoce en cas de glissement de terrain et la réalisation d'exercices d'évacuation, la construction de l'école publique de filles de Sathi Bagh (première structure scolaire en dur érigée à Muzaffarabad depuis le séisme). Il s'agit d'une école modèle à deux égards : elle a été conçue et construite grâce à des techniques parasismiques adaptées, et on y a élaboré divers supports pédagogiques et manuels d'enseignement pour éduquer les élèves à la prévention des catastrophes.

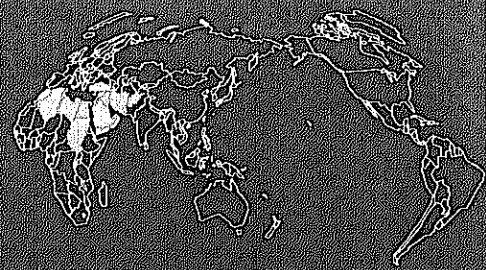
De plus, sur la route de la vallée de Jehlum, qui relie Muzaffarabad à l'Inde, la JICA met en œuvre un projet pilote de transfert de technologie dans le domaine de la réhabilitation de ponts dans une zone sujette aux glissements de terrain, dans le cadre de l'étude du plan national de transport. Ces efforts ont été applaudis par le gouvernement pakistanais.

(Bureau de la JICA au Pakistan)



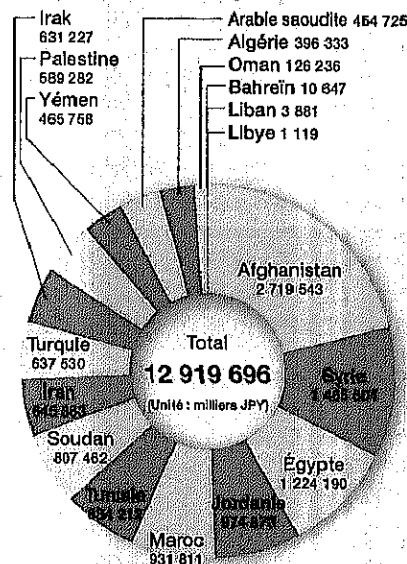
Des élèves regardent des photos du chantier de construction de leur école après la cérémonie d'inauguration (école publique de filles de Sathi Bagh).

Moyen-Orient et Maghreb



Piliers de l'aide Soutien à la paix et à la stabilité régionales et prise en compte des besoins communs

■ Résultats de la coopération par pays au Moyen-Orient et au Maghreb (Exercice 2006)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide au Moyen-Orient et au Maghreb, y compris la coopération couvrant un groupe de pays, est de 12,928 898 milliards JPY.

Cette partie du globe n'est pas seulement celle qui vit fleurir de brillantes civilisations comme l'Égypte ancienne et la Mésopotamie ; elle a toujours joué un rôle géopolitique essentiel en assurant la jonction entre l'Orient et l'Occident, d'où son nom de « carrefour des civilisations ». Cette région qui renferme environ 60 % des gisements de brut de la planète, est d'une importance capitale pour la croissance et la stabilité de l'économie mondiale. Par ailleurs, comme en témoigne la question palestinienne, elle est le théâtre de conflits dus à de multiples facteurs (ethniques, religieux, politiques, etc.), qui ont d'importantes répercussions sur la politique et l'économie de la planète.

La stabilité de cette région, qui représente 90 % des approvisionnements pétroliers du Japon, a une incidence directe sur la sécurité énergétique de l'archipel nippon. À la différence des pays européens, le Japon occupe une position historiquement et politiquement neutre vis-à-vis du Moyen-Orient et du Maghreb. Il est donc à même de jouer un rôle important au sein de la communauté internationale, en établissant de bonnes relations avec les pays du

Moyen-Orient et du Maghreb et en contribuant à la stabilité et au développement de cette région.

Pour la mise en œuvre de ses programmes, la JICA définit le Moyen-Orient et le Maghreb comme la région allant du Maroc à l'ouest, à l'Afghanistan à l'est et à la Turquie au nord, en passant par les pays d'Afrique du Nord. Cette région rassemble des pays qui n'ont pas les mêmes rapports avec les pays voisins, et dont la situation politique et économique diffère. De même, les besoins d'aide y sont multiples, et dépendent de la situation de chaque pays.

Pour la JICA, la consolidation de la paix et l'aide à la reconstruction en Afghanistan, en Irak et en Palestine constituent des priorités absolues, qui conditionnent la stabilité de la région.

De plus, la JICA assure une coopération adaptée aux besoins pour les enjeux décisifs communs à la région, tels que la gestion des ressources en eau, la promotion de l'industrie, le développement des ressources humaines et la protection de l'environnement, en s'appuyant notamment sur l'envoi de volontaires.

État actuel du développement régional

Au Moyen-Orient et au Maghreb, les pays à revenus élevés, pour l'essentiel ceux qui produisent du pétrole, voisinent avec d'autres, moins développés et généralement dépourvus de cette ressource. La grande diversité culturelle et ethnique forme une mosaïque sociale complexe. Il importe donc d'apporter une coopération différenciée, adaptée à la situation effective de chaque pays. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la région a été le théâtre de nombreux conflits, dont les six guerres israélo-arabes, la guerre civile au Liban, le conflit israélo-palestinien, les deux guerres du Golfe (Iran-Irak, et invasion du Koweït par l'Irak), la guerre civile au Yémen et la guerre en Irak. L'instabilité de la situation politique perdue en Irak et en Palestine. Après la chute du régime des Taliban en Afghanistan, la communauté internationale, Japon compris, a apporté une aide multidimensionnelle et multifacette à la reconstruction de ce pays. Mais il y règne une forte insécurité, qui entrave les efforts d'aide au développement.

Le terrorisme et les conflits récurrents au Moyen-Orient et au Maghreb ébranlent fortement la stabilité de l'économie mondiale. Il est donc d'autant plus important de promouvoir la réconciliation entre les différentes communautés ethniques et religieuses, ainsi qu'entre les classes sociales pour instaurer une certaine stabilité régionale.

Dans les pays producteurs de pétrole, les recettes fiscales tirées de cette manne financent des projets d'infrastructure de réseaux de transport et d'information de grande qualité ; toutefois, le développement des ressources humaines dans le secteur public représente un énorme défi. En revanche, dans les pays à plus faibles revenus — dépourvus de ressources minérales — l'aide doit aller en priorité à la santé, à l'éducation, à la lutte contre la pauvreté et au développement rural. Dans d'autres pays, comme la Palestine et l'Afghanistan, la situation politique et le contexte sécuritaire entravent considérablement les activités d'aide au développement. Il est donc nécessaire d'apporter une aide conforme à des politiques qui cadrent au plus près avec la situation de chaque pays.

S'agissant de l'aide à la reconstruction de l'Irak, la JICA continue à soutenir le développement des ressources humaines dans le secteur public, conformément à la politique du gouvernement japonais, en s'appuyant sur des prêts en yens et une aide sous forme de dons. En Palestine, dans le cadre du « Corridor pour la paix et la prospérité » dont le concept a été proposé en 2006 par le premier ministre Junichiro Koizumi, la JICA a entamé une coopération dans le secteur agricole en mars 2007. Son objectif est de favoriser le développement régional de la Cisjordanie, et surtout de Jéricho (voir pp. 16 à 17). En Afghanistan, l'Agence a lancé

des projets en vraie grandeur dans des secteurs comme la santé et le développement rural intégré ; ces projets bénéficieront d'un soutien continu.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la situation internationale a pris une tournure radicale, et la communauté internationale a pris conscience de la nécessité d'aider l'ensemble des pays du Moyen-Orient et du Maghreb à se moderniser et à se démocratiser. Si la réforme des structures économiques apparaît comme indispensable face à l'avancée de

la mondialisation, la communauté internationale accorde davantage d'attention à l'aide au développement, qui joue un rôle clé dans la stabilité régionale et la consolidation de la paix. Comme nous l'avons dit plus haut, l'aide au Moyen-Orient et au Maghreb et la situation internationale sont étroitement liées. Attentive à l'évolution de la situation mondiale, la JICA met en œuvre des projets cadrant au plus près avec les politiques et les principes gouvernementaux.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Les priorités par région

Palestine : Développement de Jéricho

Malgré les soubresauts qui ont suivi les élections législatives palestiniennes de janvier 2006 — suspension de l'aide financière internationale, grève générale des fonctionnaires de l'Autorité palestinienne et affrontements entre le Fatah et le Hamas — l'aide a redémarré partiellement en juin 2007, et l'espoir de paix au Moyen-Orient renaît peu à peu.

Au cours de l'exercice 2005, la JICA a mis en œuvre des projets de coopération technique dans les domaines de l'administration locale, de la santé maternelle et infantile et de la gestion des déchets. Ces projets ont permis d'améliorer la qualité de services administratifs assurés par l'Autorité palestinienne — par exemple : assainissement des finances locales, distribution de guides de santé maternelle et infantile, amélioration du système de ramassage des

ordures — et de relever le niveau de vie, notamment à Jéricho. En mars 2007, dans le cadre du « Corridor pour la paix et la prospérité », une activité de coopération technique destinée à améliorer les compétences en agriculture, une étude relative au futur projet de construction d'un parc agro-industriel, ainsi qu'une étude portant sur la gestion intégrée des ressources hydriques dans la vallée du Jourdain ont démarré. Ces projets visent à développer l'agriculture et d'autres activités qui en découlent, et qui constituent le premier secteur d'activité dans l'économie régionale de la vallée du Jourdain (et de la région de Jéricho) ; ils relèvent d'une approche-programme, associant de manière organique la coopération technique à un appui dans divers secteurs comme la gouvernance, l'agriculture et le tourisme, afin de potentialiser les effets des projets.

Pour que l'économie de la Palestine puisse connaître un essor durable, il est impératif que les relations entre les deux nations

Sur le Terrain

Palestine Efforts en faveur de la paix

Améliorer les moyens d'existence et revitaliser l'économie

Les conflits interethniques perdureront tant que la communauté régionale restera la même. Si les conflits peuvent avoir diverses origines — territoriales, religieuses, intérêts divergents — ils obéissent toujours au même schéma : l'insatisfaction et la colère au sein de la communauté régionale forment le terreau sur lequel se développent milices et groupes terroristes. Pour faire changer la communauté régionale, il faut associer de manière judicieuse une approche ascendante fondée sur la participation de la communauté régionale et des habitants, et une approche descendante proposant des mesures réalistes pour améliorer les fondements de l'économie régionale.

Intégration des approches descendante et ascendante

À Jéricho, en Palestine, trois projets de coopération technique ont été mis en œuvre en direction de la communauté régionale et des habitants ; il s'agit du projet d'amélioration de la santé reproductive, centré sur la santé maternelle et infantile à l'échelle régionale, du projet de renforcement des capacités en matière de gestion des déchets solides à Jéricho et dans la vallée du Rift du Jourdain — ayant un impact direct sur la qualité de vie des résidents de la région — et du projet d'amélioration du système de gouvernance de l'administration locale

pour une gestion saine des affaires publiques. Ces trois projets ont été combinés pour obtenir des effets plus importants ; la participation communautaire s'en trouve favorisée. De très nombreux homologues ont été sélectionnés parmi la communauté régionale et envoyés en formation au Japon, pour pouvoir ensuite relayer largement les concepts stratégiques de la JICA. Cette opération a permis de renforcer la prise de conscience au niveau communautaire et de créer une relation de confiance avec la JICA. Parallèlement, une étude de plan directeur a été réalisée afin d'élaborer un important programme d'action pour la revitalisation de l'économie régionale. Des membres de la communauté ont participé à l'élaboration de ce plan ; Junichiro Koizumi, alors premier ministre du Japon, a ensuite présenté son concept de « Corridor pour la paix et la prospérité » lors de sa visite en Palestine en juillet 2006. Conformément à ce concept, quatre pays dont Israël et la Jordanie vont contribuer au développement économique de la vallée du Jourdain, principalement à Jéricho.

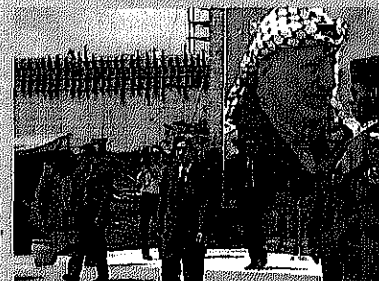
Appuyer le processus de paix au Moyen-Orient

Malgré les suites du conflit libanais et la détérioration des conditions sécuritaires depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas, la première réunion

technique du groupe consultatif des quatre parties prenantes à ce concept s'est tenue à Tokyo en mars 2007, et le concept a été lancé officiellement. Puis le projet de renforcement du soutien aux pratiques d'agriculture durable à Jéricho et dans la vallée du Rift du Jourdain, une étude de développement sur l'utilisation efficace des ressources en eau intitulée « étude de faisabilité sur la mise en valeur et la gestion des ressources hydriques dans la vallée du Rift du Jourdain » et l'étude de faisabilité sur l'aménagement d'un parc agro-industriel dans la vallée du Rift du Jourdain ont démarré simultanément.

Par le biais de toutes ces activités, la JICA est fière de pouvoir offrir différentes plates-formes de dialogue aux pays concernés. Le processus de paix au Moyen-Orient devrait en être le premier bénéficiaire.

(Bureau de la JICA en Palestine)



La visite du premier ministre Junichiro Koizumi en Palestine (2006)

évoluent et qu'une structure économique profitable aux deux soit mise en place. L'action de la JICA met donc l'accent sur l'instauration d'un climat de confiance entre ces deux États.

Dans la bande de Gaza, il est difficile de mettre en œuvre une coopération technique fondée sur l'envoi d'experts japonais en raison de l'instabilité sécuritaire. Dans cette région, l'aide consiste essentiellement en une coopération ultérieure, comme le soutien aux activités de l'association d'anciens participants à des formations de la JICA (voir p. 116).

Afghanistan : Développement à moyen et long terme

Plus de cinq années ont passé depuis 2002, année où la communauté internationale et notamment le Japon, ont commencé à apporter une aide à l'Afghanistan ; la situation de ce pays s'était en effet détériorée au fil du conflit persistant ayant suivi la chute du régime des Talibans. Au cours des cinq dernières années, une nation démocratique a vu le jour avec l'adoption d'une nouvelle Constitution, l'élection d'un président et la mise en place d'un Parlement ; le produit intérieur brut (PIB) afghan connaît des taux de croissance annuelle de l'ordre de 10 % ou plus (13,8 % lors de l'exercice 2006). Par ailleurs, ce pays est le théâtre d'un processus de reconstruction à grande échelle : mise en place à l'échelle nationale de services sanitaires de base, amélioration du taux de scolarisation des enfants, développement communautaire dans quelque 15 000 villages (décembre 2006) par l'aménagement d'une infrastructure communautaire et le soutien à l'amélioration des conditions de vie, réintégration sociale de quelque 55 000 ex-combattants (juin 2006) et remise en état des routes principales.



Institut de formation des maîtres Sayed Jamaludine à Kaboul : exemple de cours de science dans lequel on utilise des matériaux disponibles localement comme matériel pédagogique — ici : pailles et bouteilles en plastique (Afghanistan).

Lors de la conférence de Londres sur l'Afghanistan qui s'est tenue en janvier 2006, les pays donateurs et les organismes internationaux se sont engagés à verser 10,5 milliards USD supplémentaires au gouvernement afghan, après l'annonce de son plan de développement quinquennal intitulé « Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan (I-ANDS) ». Des efforts visant à obtenir de meilleurs résultats par un développement à moyen et long terme et la coordination de l'aide ont démarré ; la JICA y prend une part active.

Cependant, la situation sécuritaire de l'Afghanistan demeure instable, surtout dans le sud du pays, ce qui compromet les efforts de reconstruction et pèse sur les conditions de vie de la population. Dans les zones rurales, qui abritent 75 % de la population, le niveau de vie, qui avait connu un début d'amélioration grâce à la mise en place d'un développement agricole durable, a cessé de progresser, et la culture du pavot s'étend, surtout dans certaines régions du sud. L'accentuation des disparités régionales entraîne une détérioration de l'environnement urbain en raison de l'afflux de population vers les villes.

Ces cinq dernières années, la JICA, qui avait commencé par mettre en place une aide d'urgence pour la réfection de routes et la remise en état d'installations scolaires et médicales à Kaboul, Kandahar et Mazar-e-sharif, a entrepris diverses activités dans le cadre du développement à moyen et long terme. Exemples : renforcement du personnel médical chargé de la lutte contre la

tuberculose et de la santé reproductive, formation d'instituteurs, restauration des capacités de stations agricoles expérimentales, amélioration des conditions de vie et des moyens d'existence des résidents ruraux, formation professionnelle pour les populations socialement vulnérables (rapatriés et jeunes chômeurs, notamment).

À l'avenir, la JICA entend potentialiser les effets de la coopération en combinant de façon stratégique différents projets dans des domaines prioritaires, tels que le développement agricole et rural intégré et l'amélioration des services sanitaires de base. À Jalalabad, une grande ville située à l'est de Kaboul, elle a programmé le lancement d'un nouveau projet destiné à soutenir le développement de la riziculture. En matière de développement de l'infrastructure, la JICA prépare un projet visant à établir un système permettant aux organismes gouvernementaux afghans d'assurer l'entretien et la gestion des routes principales remises en état grâce à l'aide internationale, et ce en faisant appel au secteur privé. S'agissant des problèmes urbains de Kaboul, la JICA étudie des solutions pour améliorer le système d'approvisionnement électrique de la ville et pour concrétiser les plans de coopération relatifs au développement urbain.

Irak : Consolidation de la paix

Plus de quatre années ont passé depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, et le processus de démocratisation avance, comme en témoignent les élections législatives de décembre 2005 et la mise en place d'un nouveau gouvernement en mai 2006.

Comme en Afghanistan, l'Irak et la communauté internationale élaborent un nouveau cadre de coopération appelé « pacte pour l'Irak ».

Lors de la conférence internationale des pays donateurs pour la reconstruction de l'Irak qui s'est tenue en octobre 2003, le gouvernement japonais a annoncé l'octroi d'une aide sous forme de dons (de 1,5 milliard USD) et de prêts en yens (d'un montant équivalant à 3,5 milliards USD) au titre du soutien à l'Irak. La JICA, qui assure la coopération technique et l'aide sous forme de dons, appuie le renforcement des capacités institutionnelles des organismes gouvernementaux irakiens ainsi que le développement des ressources humaines, en misant sur les synergies entre aide sous forme de dons et prêts en yens dans les domaines prioritaires suivants : démocratisation, accès à l'eau, santé, énergie électrique et agriculture.

Concrètement, l'Agence a réalisé une étude de développement (préalable à l'octroi des prêts en yens) sur l'approvisionnement en eau des villes de Bagdad et de Basora, et organisé des formations en Jordanie pour le personnel du service des eaux de Bagdad sur les thèmes suivants : contrôle des fuites, maîtrise du réseau de distribution d'eau et amélioration de la gestion.

De plus, une formation s'adressant à des pédiatres et à des infirmières pédiatriques a eu lieu en Égypte. De retour chez eux, les participants organisent à leur tour des formations pour leurs collègues et d'autres personnels médicaux des régions voisines.

La réconciliation nationale est un enjeu essentiel pour la stabilité de la nation irakienne. C'est ainsi qu'en mai 2007, un groupe de



Des archéologues irakiens conduisent des travaux pratiques sur le site d'Umm Qais en Jordanie (formation pour les pays tiers sur le patrimoine culturel, Jordanie).

parlementaires et d'autres parties prenantes encadrés par le ministre de la Réconciliation nationale ont été invités au Japon à participer à un séminaire sur la réconciliation nationale irakienne. Lors de ce séminaire, les participants ont travaillé sur des études de cas : commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud, mouvements indépendantistes d'Aceh, en Indonésie, et du Timor oriental (aujourd'hui Timor-Leste), expérience de la reconstruction japonaise après la deuxième guerre mondiale. Une visite d'Hiroshima faisait partie du programme.

Maîtrise des ressources en eau et protection de l'environnement

Le Moyen-Orient et le Maghreb sont en grande partie couverts par des zones arides et semi-arides, et les ressources hydriques par habitant y sont les plus faibles au monde. De plus, l'accroissement de la population et le développement de l'activité industrielle contribuent à aggraver la pénurie d'eau. Sous l'effet du développement économique récent, de l'industrialisation et de l'urbanisation rapide, les problèmes environnementaux comme la pollution de l'eau, la prolifération des déchets solides et la pollution atmosphérique, ont pris des proportions encore plus alarmantes.

La JICA assure une coopération visant à renforcer les compétences techniques dans le secteur de l'eau — gestion des ressources hydriques et approvisionnement en eau des zones urbaines et rurales — et dans celui de l'environnement — assainissement, gestion des déchets et gestion environnementale.

Coopération régionale

Pour prendre en compte les problèmes de développement communs à la région, la JICA formule et met en œuvre des projets en direction d'un groupe de pays, elle organise des ateliers et elle dispense des formations adaptées aux besoins spécifiques de la région.

Des experts et des coordinateurs régionaux compétents dans les

domaines de la formation professionnelle, de l'environnement et de l'eau sont en poste au bureau de la JICA en Jordanie. En outre, la JICA a organisé des ateliers sur la formation professionnelle en septembre 2005, sur les ressources hydriques et sur l'aide aux personnes handicapées en décembre 2006 ; ces ateliers ont permis aux participants d'échanger des informations pour la formulation de projets de coopération régionale. Des formations spécifiques à la région ont été planifiées dans les secteurs suivants : formation professionnelle, ressources hydriques, aide aux personnes handicapées, prévention des catastrophes naturelles, santé reproductive ; des projets portant sur l'éducation préscolaire, la surveillance de l'environnement et la lutte contre la grippe aviaire ont par ailleurs été formulés.

Coopération Sud-Sud

Résolument unis par des liens politiques et culturels, les pays du Moyen-Orient et du Maghreb partagent également de nombreux problèmes de développement. La coopération régionale leur permet d'aborder ensemble ces problèmes et de capitaliser sur leurs atouts, contribuant ainsi à la stabilité de toute la région. La collaboration avec les pays arabes est déterminante tant pour le processus de paix au Moyen-Orient que pour l'aide à l'Irak. En assurant des formations pour l'Irak et la Palestine dans des pays comme l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et la Tunisie (formation pour les pays tiers), la JICA encourage la coopération Sud-Sud, qui va dans le sens de la consolidation de la paix et de la solidarité régionale.

En ce qui concerne la coopération Sud-Sud en faveur de l'Afrique, la JICA s'appuie sur les accords de partenariat avec l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, et sur le processus de la TICAD pour mettre en œuvre une coopération centrée sur la formation pour les pays tiers. Ce type de formation tire parti des expériences passées de la coopération japonaise et prend en compte les caractéristiques du pays hôte et les besoins des pays bénéficiaires.

Sur le Terrain

Jordanie

Projet de renforcement des capacités pour la réduction de l'eau non comptabilisée

Rationaliser l'utilisation des précieuses ressources hydriques

Les eaux non comptabilisées sont celles qui se perdent dans le réseau de distribution d'eau (suite à des fuites physiques ou à des fraudes) et qui ne sont pas facturées par les services des eaux. En Jordanie, pays où les pénuries d'eau sont chroniques, la pauvreté et des problèmes comme l'utilisation peu rationnelle de l'eau par les résidents se traduisent par un taux élevé d'eau non comptabilisée (ENC). Presque la moitié de l'eau distribuée dans ce pays n'est pas comptabilisée. Dans le cadre de ce projet, des formations sont dispensées sur le terrain pour transmettre les compétences nécessaires au contrôle des fuites (détection des fuites souterraines, réparation des conduites, installation de compteurs d'eau, amélioration du système de distribution, etc.) ; en outre, un programme destiné à sensibiliser la population a été formulé et mis en œuvre avec le concours du service des eaux.

Activités de sensibilisation des enfants

Pour prévenir les fraudes, un dépliant a été distribué aux résidents et des ateliers organisés à l'intention des

enseignants et des élèves ; des réunions ont également été organisées au niveau local. Lors de ces dernières, des chefs religieux donnent des séminaires, et des échanges de vues ont lieu entre des représentants du service des eaux et des résidents, l'objectif étant de prendre en compte les plaintes et les demandes de la communauté. De même, pour former des « messagers de l'eau » capables de sensibiliser leur entourage à l'importance de cette ressource, la JICA a mis sur pied des activités pour aider les enfants à comprendre et à réfléchir sur la rareté de l'eau en Jordanie et sur les problèmes liés à son utilisation.

« Aidez-nous à vous aider »

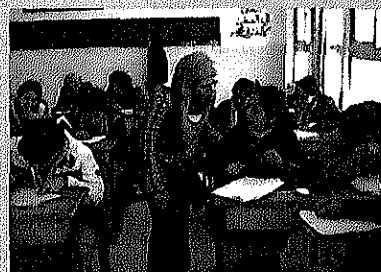
Le projet s'est doté de la formule « Aidez-nous à vous aider », qui signifie « Veuillez aider le service des eaux qui assure la distribution d'eau. Vous avez tout à y gagner. »

La détection des fuites souterraines a généralement lieu la nuit, quand il y a peu de gens et peu de voitures dans les rues. Ces activités se poursuivent parfois jusqu'à minuit, sans que les

techniciens ne perçoivent d'indemnité supplémentaire.

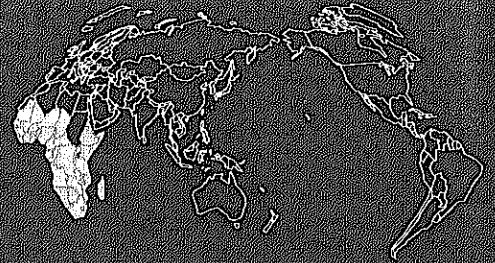
Evidemment, personne n'est très motivé pour faire ce travail. Néanmoins, en observant le travail acharné des experts japonais sur le terrain, les employés du service des eaux de Jordanie ont commencé à comprendre l'intérêt des efforts réguliers dans ce domaine. Désormais, ils continuent à travailler jusqu'à minuit, qu'il pleuve ou qu'il vente. Convaincue que ces efforts entraîneront une prise de conscience communautaire des problèmes liés à l'eau, la JICA continuera à assurer des formations.

(Bureau de la JICA en Jordanie)



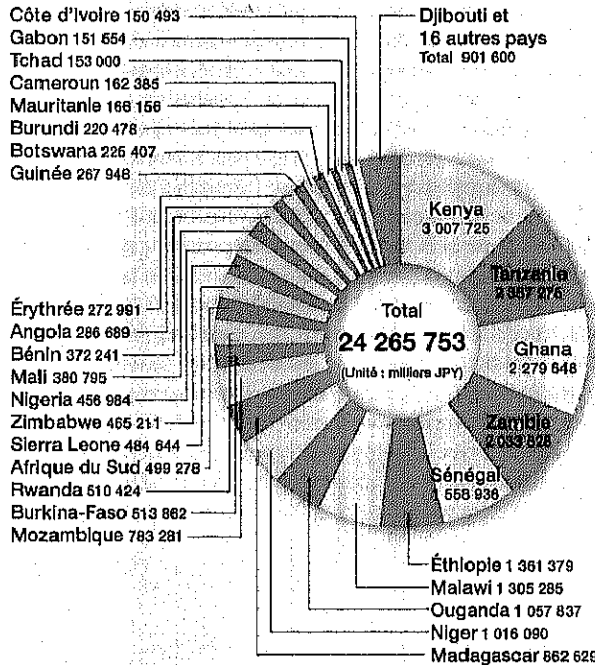
Réalisation d'une étude de sensibilisation aux enjeux de l'eau dans une école

Afrique



Piliers de l'aide Objectif : Accélérer la croissance

■ Résultats de la coopération par pays en Afrique (Exercice 2006)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide à l'Afrique, y compris la coopération couvrant un groupe de pays, est de 24,513 100 milliards JPY.

Ces derniers temps, les économies africaines ont progressé dans un contexte d'investissements accrus et de hausse des prix du pétrole et d'autres ressources minérales ; certains pays d'Afrique ont enregistré un taux de croissance économique supérieur à 5 %. À côté de cela, des problèmes persistants comme les conflits, la famine, les maladies infectieuses (sida, paludisme, tuberculose, etc.), un taux de scolarisation faible et l'accumulation de la dette continuent à peser sur les conditions d'existence de la population.

Le Japon met en œuvre des programmes qui privilégient le développement social dans le respect de la sécurité humaine ; l'accent est mis sur l'éducation, la santé et l'approvisionnement en eau salubre, en direction des groupes socialement vulnérables et des communautés. Tous les cinq ans depuis 1993, le Japon organise la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) conjointement avec les Nations unies et d'autres acteurs de l'aide. Cette conférence continue à mobiliser l'intérêt porté à l'Afrique. Lors de la troisième TICAD (TICAD III) qui s'est tenue en 2003, le Japon a annoncé qu'il contribuerait au développement de l'Afrique dans le cadre d'un partenariat mondial et en collaboration avec les pays africains. À cet égard, il préconisait une approche articulée autour de trois axes : développement centré sur l'être humain, réduction de la pauvreté par la croissance économique et consolidation de la paix.

Le thème principal de la quatrième TICAD (TICAD IV) qui doit avoir lieu en 2008 sera l'accélération de la croissance, car on considère que la croissance économique est indispensable au développement durable d'une société. Afin de favoriser l'accélération de la croissance, la JICA privilégiera les activités suivantes : (1) promotion de l'efficacité économique par la modernisation des ports et des axes routiers internationaux ; (2) amélioration de la productivité agricole via l'extension de la culture de riz NERICA, nouveau riz pour l'Afrique ; (3) promotion du développement économique régional grâce au mouvement « Un village, un produit » (voir pp. 19 à 21).

État actuel du développement régional

Conditions de vie demeurant difficiles

Le Programme de développement des Nations unies (PNUD) évalue le degré de développement humain de la plupart des pays du monde, et il compile les données obtenues dans un rapport connu sous le nom d'« indicateur du développement humain » (IDH). Selon le rapport établi pour l'exercice 2006, 29 des 31 pays les moins développés se situent en Afrique. Ces pays disposent d'un accès limité à l'eau salubre, à l'éducation de base et à des soins médicaux adaptés, et ils accusent un retard de développement par rapport au reste du monde. De plus, dans ces pays, le revenu par habitant est inférieur à son niveau des années 1960, et environ 40 % de la population africaine vit sous le seuil de pauvreté d'un dollar par jour. Les conditions de vie des Africains demeurent donc difficiles.

Embellie économique

Toutefois, on a pu constater récemment une certaine amélioration des économies africaines. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette évolution : l'Afrique du Sud, qui domine l'économie de la région, exerce une influence économique

croissante sur les pays voisins ; les prix du pétrole et des ressources minérales sont en hausse ; les pays connaissant une certaine stabilité politique, les investissements étrangers augmentent ; l'économie de marché s'est solidement implantée. La hausse des investissements en provenance de Chine et d'Inde tend également à dynamiser l'économie régionale.

La croissance des économies africaines a mis du temps à démarrer. La plupart des pays africains ont obtenu leur indépendance au cours de la décennie 1960. Durant cette période, un environnement économique international caractérisé par la stabilité des cours des produits primaires à l'exportation leur a permis d'atteindre un taux de croissance satisfaisant. Toutefois, ces pays n'ont pas réussi à se défaire d'une structure économique héritée de l'ère coloniale. Dans les années 1970, la chute des cours des produits primaires, l'instabilité des régimes politiques, les sécheresses et les inondations ont entraîné la stagnation de leur économie. Beaucoup de pays africains ont ainsi connu une grave crise économique durant les années 1980 (« la décennie perdue »). Les gouvernements manquaient depuis lors régulièrement de fonds non seulement pour le développement,

mais aussi pour le financement des coûts renouvelables nécessaires à la fourniture des services sociaux de base.

Face à cette situation, les pays donateurs ont poursuivi leurs efforts d'aide au développement des secteurs sociaux, en se concentrant sur l'éducation, la santé et l'hygiène ; mais il est apparu nécessaire de mettre en place un développement fondé sur la croissance économique pour pérenniser les effets de l'aide. Le Japon, qui a compris rapidement l'importance de ce facteur,

a mis en place une aide au développement favorisant la croissance économique, tout en soutenant le développement des services sociaux de base. Ces derniers temps, en Afrique de l'Est, la JICA a mis en œuvre un programme destiné à promouvoir l'efficacité économique en améliorant la circulation et les transports ; ce programme a été réalisé en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC).

Approches de la croissance

En prévision de la TICAD IV en 2008

Les nouvelles orientations du développement africain feront l'objet de discussions lors de la TICAD IV, qui doit se tenir en 2008.

Lors de la TICAD III en 2003, le Japon a réaffirmé son soutien au NEPAD (le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, programme de l'Union africaine visant à mettre en œuvre un développement fondé sur la responsabilité de l'Afrique, en partenariat avec la communauté internationale) à travers la TICAD — dans le droit fil de la politique de base du Japon — et il a souligné la nécessité de réduire la pauvreté par la croissance économique, compte tenu du fait que cette dernière est indispensable pour parvenir à un développement durable. Pour poursuivre son action en faveur de l'Afrique selon diverses approches, la JICA

s'inspire de la politique gouvernementale annoncée lors de la conférence internationale, consciente que l'objectif ultime du développement africain reste la réduction de la pauvreté.

a. Soutien en faveur de la promotion des investissements privés

Ces derniers temps, les investissements privés ont connu un regain d'intérêt, surtout dans les pays africains dotés d'abondantes ressources pétrolières et minérales.

La TICAD III a mis en avant la réduction de la pauvreté par la croissance économique, et le Japon a adapté son action à cet impératif. Pour promouvoir les échanges et les investissements en Afrique, une conférence Asie-Afrique consacrée à ce thème s'est tenue à Tokyo en 2004 ; elle a débouché sur la mise en place

Sur le Terrain

Madagascar

Coopération Asie-Afrique : Envoi d'un expert de pays tiers

Atteindre l'objectif d'autosuffisance rizicole

On dit que Madagascar consomme davantage de riz que tout autre pays au monde (de 120 kg à 145 kg par an et par habitant). Environ 77 % de la population malgache travaille dans l'agriculture, essentiellement dans les rizières. Cependant, dans ce pays, le rendement rizicole moyen n'est que de deux tonnes à l'hectare, contre plus de six tonnes dans les pays d'Asie, et l'autosuffisance nationale n'est pas atteinte pour cette denrée.

Envoi d'experts indonésiens

En 2000, la JICA a commencé à envoyer des experts indonésiens possédant de longues années d'expérience de la coopération dans la production rizicole japonaise en Indonésie, ainsi que 12 autres experts (en amélioration des sols, techniques rizicoles, adaptation de machines agricoles, élevage de bétail) ; ils ont travaillé à Madagascar jusqu'en 2007.

L'expert en techniques rizicoles a assuré des formations sur le compost de sept jours, les engrais biologiques et les produits agrochimiques organiques, formations qui ont été très appréciées des cultivateurs. Le compost de sept jours est une technique qui permet d'obtenir, au bout d'une semaine seulement, du compost en mélangeant des plantes locales de la famille des légumineuses à des sucres gastriques de bovins (précisons qu'un processus de compostage classique dure trois mois).

Les cultivateurs ayant intégré cette technique à leurs pratiques agricoles affirment avoir réduit leurs coûts de moitié et plus que triplé leurs rendements à l'hectare. L'expert en adaptation de machines agricoles a mis au point un outillage agricole original et peu coûteux en se servant uniquement de matériaux disponibles sur place. Les machines importées étant très onéreuses, il a reçu de nombreuses demandes d'information de la part de cultivateurs. Un artisan a réalisé des équipements équivalents à partir du manuel rédigé par cet expert.

Quatre-vingt-cinq pour cent des cultivateurs malgaches sont pauvres, et ils n'ont pas les moyens d'acheter des engrais chimiques, qui sont des produits importés. Pour les mêmes raisons, le travail agricole reste assez peu mécanisé : la plupart des agriculteurs travaillent encore entièrement à la main, se contentant de bêches ou de herbes, ou bien ils sont tributaires d'animaux de trait. Les experts indonésiens qui ont pris le relais de la coopération japonaise et de ses résultats dans leur pays comprennent parfaitement la situation de ces cultivateurs pauvres ; ils privilégient l'utilisation par ces derniers de techniques à faible coût et faciles à maîtriser.

Étendre ces techniques à d'autres régions

Ces activités de coopération Asie-

Afrique se sont déroulées de manière harmonieuse. Ce qui n'a rien d'étonnant quand on sait que Madagascar et l'Indonésie entretiennent des échanges depuis de longues années (les Merina qui vivent sur les hautes terres centrales seraient des descendants d'immigrants indonésiens) ; les experts indonésiens et les agriculteurs malgaches n'ont donc eu aucun mal à se comprendre. Les habitants des régions alentour ont eu vent des bons résultats obtenus par les agriculteurs formés par les experts indonésiens ; ces agriculteurs sont de plus en plus nombreux à vouloir diffuser les techniques qu'ils ont acquises dans d'autres régions de l'île. La JICA continuera à s'appuyer sur son expérience en Asie pour développer et étendre ces techniques dont les cultivateurs pauvres ont cruellement besoin.

(Bureau de la JICA à Madagascar)



Formation dispensée dans une rizière par un expert en riziculture

d'un forum annuel des affaires Asie-Afrique. En décembre 2005, le premier ministre Junichiro Koizumi a annoncé l'initiative de développement, qui défend des mesures comme l'exemption de quotas et de droits de douane pour les articles produits dans les pays en développement. La JBIC a mis sur pied un nouveau programme intitulé « Amélioration de l'aide au secteur privé en Afrique », et a commencé à financer des activités d'aide en faveur du développement africain conjointement avec la Banque africaine de développement (BAD).

Entre autres activités, la JICA soutient activement la promotion des investissements privés. Ainsi, la mise en place, par les pouvoirs publics, de mesures permettant d'améliorer l'environnement d'investissement doit conduire à une accélération des échanges et des investissements, et permettre à l'Afrique de reproduire le miracle asiatique.

b. Soutien au mouvement « Un village, un produit »

Créé pour revitaliser des villages dans la préfecture d'Oita au Japon dans les années 1970, le mouvement « Un village, un produit » (One village One product ou OVOP) se répand aujourd'hui en Asie et en Afrique. Le Japon s'intéresse à ce mouvement, dans la mesure où il permet d'améliorer l'accès aux marchés et de stimuler le commerce des produits africains. Par ailleurs, la JICA voit dans ce mouvement un outil efficace pour sensibiliser les membres des communautés rurales d'Afrique, contribuer à leur responsabilisation et réduire la pauvreté dans les zones rurales par l'amélioration des revenus et la croissance économique.

Depuis 2005, la JICA met en œuvre un projet destiné à soutenir le Secrétariat de l'OVOP créé par le gouvernement du Malawi. Dans le cadre de ce projet, un expert et des JOCV collaborent avec le Secrétariat de l'OVOP pour (1) mettre en place un système de promotion du mouvement OVOP ; (2) organiser des ateliers pour faire connaître et accepter ce concept par la population et (3) dispenser des formations techniques par groupes de produits.

Le gouvernement malawite s'efforce d'associer les populations pauvres à l'instauration d'une croissance économique durable et, à ce titre, il s'est intéressé au mouvement OVOP, dont le but est de promouvoir les industries locales exploitant des ressources locales et d'améliorer les revenus des cultivateurs en ajoutant de la valeur aux produits agricoles ; les programmes d'échange avec la préfecture d'Oita menés depuis 1997 ont conduit le Malawi à créer sa propre version du mouvement OVOP en 2003.

Ce mouvement qui s'appuie sur la créativité et l'ingéniosité des habitants pour transformer des ressources locales en produits à potentiel commercial et contribuer à la revitalisation régionale, est source de fierté pour les résidents locaux ; il leur permet de se percevoir comme des acteurs essentiels du développement régional (voir p. 134).

Pour nombre de pays africains, la réduction de la pauvreté apparaît comme l'enjeu central du développement. Dans ce contexte, l'accroissement des revenus des plus pauvres et le modèle mis en avant par le mouvement OVOP devraient conduire à responsabiliser les Africains. L'expérience du Malawi fait école ; des approches visant à étendre le mouvement OVOP en l'adaptant aux besoins et caractéristiques de chaque pays d'Afrique sont en train de voir le jour.

c. Aide transfrontière à l'aménagement d'infrastructures

Le Japon met l'accent sur une aide infrastructurelle régionale centrée sur les activités relevant du NEPAD, dans le cadre de la réduction de la pauvreté par la croissance économique.

En 2005, le Comité national d'appui au NEPAD a été mis sur pied au Japon par les organismes de mise en œuvre, comme le



présentation de denrées agricoles et de produits transformés par les résidents locaux (projet de développement de ressources humaines et institutionnelles dans le cadre du programme OVOP au Malawi)

ministère des Affaires étrangères, la JICA, la JBIC et le Centre japonais du commerce extérieur (JETRO), et par des spécialistes universitaires ; ce comité a pour mission de réfléchir aux politiques d'aide à l'infrastructure régionale en Afrique. Le comité examine avec soin la liste de projets établie par le Secrétariat du NEPAD et portant sur les plans d'action infrastructurels à court terme, afin d'effectuer une présélection des futurs projets dont il facilitera la mise en œuvre.

La JICA envoie un expert et un coordinateur des efforts d'aide des donateurs respectivement auprès du Secrétariat du NEPAD et de la Banque africaine de développement, afin de promouvoir l'aide infrastructurelle. Le bureau de la JICA aux États-Unis recueille des informations sur les projets d'infrastructure, en collaboration étroite avec la Banque mondiale. Les informations obtenues auprès de ces trois organisations seront bientôt utilisées pour formuler des projets de manière harmonieuse. Par ailleurs, la JICA détache un conseiller en formulation de projets auprès de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) pour élaborer des projets à l'échelle de la région et renforcer les capacités de coordination de la communauté économique régionale.

Comme exemple d'aide infrastructurelle transfrontière, citons un projet de réfection d'une route entre le Kenya et la Tanzanie, mis en œuvre par la JBIC et cofinancé par la Banque africaine de développement. Ce projet prévoit la construction d'un poste frontalier de type guichet unique ; celui-ci doit permettre d'unifier les formalités de passage des frontières, qui prenaient beaucoup de temps. La JICA met en œuvre une coopération technique destinée à développer les capacités du personnel des douanes affecté à ce poste frontalier ; elle offre ainsi un appui complet — matériel et intellectuel — à la construction d'infrastructures routières.



Files de camions attendant de passer la frontière à Namanga, entre le Kenya et la Tanzanie.

Actions face aux problèmes prioritaires

Renforcer le soutien à l'Afrique

La JICA renforce son soutien au continent africain en augmentant et en améliorant ses projets. Le montant de la coopération technique est ainsi passé de 22,7 milliards JPY pour l'exercice 2005 à 24,5 milliards JPY pour l'exercice 2006. Dans la mise en œuvre de ses projets, l'Agence défend une coordination organique, afin de susciter des synergies entre coopération technique, aide sous forme de dons et prêts en yens, et d'améliorer la qualité de la coopération.

Aide axée sur la sécurité humaine

Le concept de sécurité humaine englobe la protection de la vie des individus sous tous ses aspects et la mise en place de conditions garantissant leur liberté et favorisant leur épanouissement personnel. Une stratégie permettant de protéger les individus et de développer leurs capacités est essentielle pour garantir leur survie, leurs moyens de subsistance et leur dignité. La JICA privilégie la notion de sécurité humaine dans la réalisation des OMD, et apporte une aide axée avant tout sur l'autonomisation et le développement des zones rurales, afin d'améliorer les conditions de vie de base des populations pauvres (amélioration des services sanitaires et éducatifs, et de l'accès à l'eau salubre).

a. Éducation

Dans le secteur éducatif, la JICA ne se contente pas d'offrir aux individus les moyens d'apprendre. Elle contribue aussi à (1) la réalisation d'études sur l'état des écoles, (2) l'amélioration des capacités de planification des administrations scolaires locales, (3) l'amélioration de la gestion administrative par la formation des directeurs d'école, et (4) la promotion d'une gestion scolaire impliquant la participation des parents et de la communauté locale. Au Niger, le modèle de gestion scolaire participative mis en œuvre dans le cadre d'un projet de la JICA, a été adopté par le plan décennal de développement de l'éducation ; ainsi, il va être étendu à l'ensemble du pays, notamment grâce à l'aide financière de la Banque mondiale.

b. Santé publique

Pour concrétiser l'initiative santé et développement en Afrique, annoncée par le Japon en 2005, un plan d'action pour combattre les maladies infectieuses en Afrique a été présenté par le premier ministre Junichiro Koizumi lors de sa visite en Afrique en mai 2006.

Conformément à ce plan d'action, la JICA va mettre en œuvre des mesures contre le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose, la poliomyélite et les maladies parasitaires ; par ailleurs, elle renforcera le développement des ressources humaines et le réseau d'organisations compétentes en s'appuyant sur les organismes impliqués dans la lutte contre les maladies infectieuses, comme l'Institut Noguchi pour la recherche médicale au Ghana, et l'Institut kenyan de recherche médicale.

c. Approvisionnement en eau

La JICA étendra les projets mis en œuvre au niveau régional, notamment ceux qui concernent l'aménagement de puits profonds, qu'elle soutient déjà activement ; à cet égard, elle entend privilégier les projets de coopération qui prennent en compte les plus démunis, les femmes et les autres groupes socialement vulnérables. De plus, pour renforcer les capacités humaines nécessaires à l'entretien et à la gestion des installations d'approvisionnement et développer l'éducation à l'hygiène, la JICA assure une coopération technique destinée non seulement aux ingénieurs, mais aussi aux organisations



Examen périodique des nourrissons (projet de soins de santé primaires, phase 2, district de Lusaka, Zambie)

communautaires, tels que les comités de gestion de l'eau en Éthiopie et au Sénégal.

Consolidation de la paix

Condition préalable au déploiement de tous les efforts de développement, quels qu'ils soient, la consolidation de la paix est d'une importance capitale. Compte tenu du contexte historique et culturel des pays africains, il convient de poser les bases du constitutionnalisme, de la démocratie et des droits de l'homme, et d'améliorer la transparence et l'efficacité des pouvoirs publics dans ces pays. De plus, il est essentiel de prévenir la récurrence des conflits en permettant à l'économie et à la société de se redresser progressivement autour de valeurs démocratiques et de principes de gouvernance.

Afin d'accompagner de façon continue les pays ayant connu un conflit, de la fin de ce conflit à la phase de reconstruction puis de développement, la JICA privilégie une aide centrée sur la reconstruction communautaire, dans le respect de la sécurité humaine. Elle déploie également les efforts nécessaires pour favoriser la démocratisation et la consolidation de la paix.

Au Soudan, la JICA fournit une aide axée sur la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que sur le rétablissement de l'infrastructure de base (aménagement d'installations portuaires, par exemple). Par ailleurs, pour appuyer la mise en place du nouveau régime soudanais, l'Agence a participé au développement de ressources humaines en envoyant des experts auprès du Département de la coopération internationale ; cette structure reçoit l'aide, forme les agents d'administration venus des régions Nord et Sud du Soudan, et dispense des formations techniques dans des pays tiers comme l'Égypte et le Kenya.

En République démocratique du Congo, où les premières élections nationales depuis l'indépendance se sont déroulées pacifiquement en juillet 2006, le processus démocratique est en cours. La JICA a organisé des formations destinées au personnel de la police – quelque 10 000 policiers en ont bénéficié depuis mars 2007 – et aux principaux membres de la Commission électorale indépendante (CEI), dans le cadre de l'appui au processus électoral. À l'avenir, l'Agence fournira une aide à la reconstruction et au développement de l'Ouest du pays (Kinshasa, Bas-Congo) pour asseoir la paix et faire en sorte que ce pays ne connaisse plus jamais de conflit.

En Sierra Leone, le district de Kambia, dont sont originaires de nombreux réfugiés qui avaient fui après le départ des équipes de secours d'urgence de l'ONU et des autres organisations, a bénéficié d'une aide axée sur l'éducation et l'agriculture. Ces mesures sont

destinées à favoriser l'autonomisation des communautés.

De plus, dans le cadre de la coopération Asie-Afrique, un atelier visant à faire partager l'expérience du Cambodge a été organisé sur l'élimination de mines antipersonnel et la collecte de petites armes, deux fléaux auxquels de nombreux pays africains demeurent confrontés.

Réduction de la pauvreté par la croissance économique

En Asie, la croissance a bénéficié de la création d'un environnement favorable aux investissements issus du secteur privé, y compris pour le développement d'infrastructures et la revitalisation du commerce et d'autres activités économiques. Cette expérience montre qu'une croissance économique s'appuyant sur l'apport de capitaux privés et combinée à l'APD a finalement pour effet de réduire la pauvreté. Or, pour attirer les capitaux du secteur privé, il est essentiel de développer l'infrastructure de base, de mettre en place des environnements institutionnels et politiques, de renforcer les capacités nationales, d'assurer une bonne gouvernance et de gérer sagement les politiques macroéconomiques. La dynamisation de l'industrie locale, qui s'appuie notamment sur le repérage des produits à valeur ajoutée et de ceux qui méritent un investissement, joue également un rôle important pour la croissance économique. Mesurant l'importance de ces facteurs, la JICA soutient la réduction de la pauvreté par la croissance économique.

Le développement des infrastructures, notamment routières et portuaires, à l'échelle régionale, a pour but de revitaliser le réseau

de distribution régional et de susciter ainsi les investissements du secteur privé. Ces projets nécessitent une coordination efficace des prêts en yens, de l'aide sous forme de dons et de la coopération technique. L'Agence contribue activement au développement d'infrastructures tout en collaborant étroitement et en échangeant des informations avec d'autres donateurs, parmi lesquels la Banque mondiale.

Coopération Sud-Sud

Si l'Afrique est un ensemble de pays et de communautés qui se distinguent profondément les uns des autres, certains problèmes peuvent être résolus grâce aux efforts concertés de plusieurs pays de la région : l'expérience acquise dans l'un peut servir de modèle pour résoudre un problème analogue dans un autre. Dans cet esprit et conformément à l'approche de l'aide issue du processus de la TICAD, la JICA s'emploie à promouvoir la coopération Sud-Sud.

Lancé dans le cadre de la coopération Asie-Afrique, le programme de développement conjoint des connaissances entre ces deux pays se poursuit. Ce programme doit permettre aux responsables des communautés d'échanger leurs expériences et leur savoir pour étudier et appliquer des solutions plus efficaces aux problèmes de développement de l'Afrique. En 2006, une expérience pilote a été mise en place dans le domaine sanitaire. Elle s'inspire de l'exemple du Sri Lanka, où la gestion opérationnelle des hôpitaux a pu être améliorée grâce au mouvement des 5S : *Seiri* (organisation), *Seiton* (ordre), *Seiketsu* (hygiène), *Seiso* (nettoyage), *Shitsuke* (discipline).

Sur le Terrain Malawi

Volontaire japonais pour la coopération à l'étranger (professeur de mathématiques et de sciences)

Programme télévisuel de vulgarisation scientifique

Le JOCV se transforme en « Monsieur Science »

Au Malawi, tous les dimanche après-midi, les enfants guettent avec impatience une émission de télévision d'un quart d'heure. Son titre ? « Monsieur Science ». Elle est diffusée trois fois par semaine (deux nouveaux épisodes plus une rediffusion). Dans cette émission, un animateur répond à des questions scientifiques assez simples posées par des enfants, et réalise des expériences faciles et intéressantes avec des objets du quotidien. C'est une émission éducative d'un genre nouveau au Malawi (où le nombre de téléspectateurs avoisine les 3 millions, selon une enquête réalisée en 2003 par la Télévision Malawite).

Le « Monsieur Science » de l'émission n'est autre qu'un volontaire senior, professeur de mathématiques et de sciences.

Partant du principe que, pour développer le goût de la science chez les enfants, il est souhaitable de compléter l'acquisition de connaissances purement théoriques par des travaux pratiques, ce volontaire a planifié et mis sur pied un concours scientifique en octobre 2005. Ce concours devait permettre aux jeunes participants de laisser s'exprimer leur créativité et leur ingéniosité scientifiques, avec l'aide d'autres volontaires japonais. Après la diffusion de ce concours sur le

petit écran, la Télévision Malawite a reçu d'innombrables appels lui demandant de repasser l'émission. Par la suite, un producteur de la chaîne a proposé au volontaire de mettre en place une nouvelle série éducative. C'est ainsi que « Monsieur Science » a vu le jour. Il s'agit du premier programme scientifique à vocation éducative produit par la chaîne depuis sa création en 1999.

Renouveler l'enseignement des sciences au Malawi

« Apprenons la dynamique avec des fusées à eau », « Fabriquer un détecteur de précipitations », « D'où viennent les parasites et interférences ? » et « Comment faire du pain avec un robot-boulangier ». Voici quelques titres d'émissions, qui ont pour point commun d'être en prise directe avec la vie quotidienne.

« Un enseignement cultivant la créativité tout en sachant répondre aux questions que se posent les enfants ne peut que favoriser le développement national, et j'ai envie de montrer cette nouvelle approche de la valeur sociale. » Tel est le message que Monsieur Science essaie de faire passer dans son émission.

Plus de 50 épisodes de cette émission ont été diffusés depuis son lancement en janvier 2006 ; c'est l'un des rendez-vous préférés des téléspectateurs malawites. Dans une lettre adressée à la chaîne de télévision, une jeune fille de 15 ans raconte que, tout en s'amusant, elle a beaucoup appris en regardant cette émission, et qu'elle a compris à quoi servait la science. Elle affirme vouloir devenir un jour « Madame Science » et réaliser elle-même cette émission. La chaîne reçoit également de nombreuses lettres d'enseignants qui disent y puiser des idées de cours. « Monsieur Science » a réussi son pari, qui était de renouveler l'approche de l'enseignement des sciences au Malawi.

(Bureau de la JICA au Malawi)



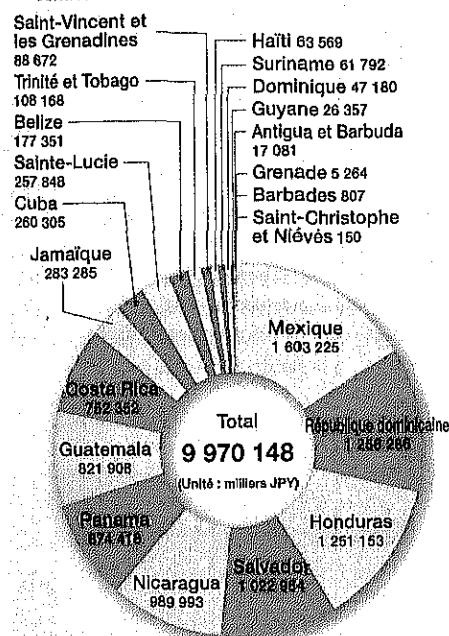
Petits et grands, tout le monde adore « Monsieur Science ».

Amérique Centrale et Caraïbes



Piliers de l'aide Lutte contre la pauvreté / Croissance économique durable / Coopération régionale

Résultats de la coopération par pays en Amérique Centrale et dans les Caraïbes (Exercice 2006)



Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide à l'Amérique du Nord et à l'Amérique latine (Amérique Centrale, Caraïbes, Amérique du Sud), y compris la coopération couvrant un groupe de pays, est de 20,455 245 milliards JPY.

La réduction de la pauvreté est l'objectif prioritaire commun aux politiques de développement de la plupart des pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes. La lutte contre ce fléau est essentielle pour éliminer les facteurs d'instabilité, comme les guerres civiles qu'ont connues le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador, et pour consolider la paix dans la région.

De plus, pour réduire la pauvreté à moyen et long terme, il est capital de mettre en place — dans les différents pays comme à l'échelle de toute la région — des conditions permettant une croissance économique durable, afin d'améliorer la situation de l'emploi et la qualité de vie des populations. Dans cette région composée de petits pays, les problèmes, notamment en matière d'environnement et de lutte contre les maladies infectieuses, doivent être traités à l'échelle régionale, au-delà des frontières nationales.

En Amérique Centrale et dans les Caraïbes, la JICA ne se contente pas d'une approche à l'échelle nationale et régionale ; soucieuse d'intégrer la notion de sécurité humaine, elle apporte une aide plaçant l'individu au centre des préoccupations. À cet effet, elle soutient activement les efforts d'auto-assistance des pays bénéficiaires en ce qui concerne le développement des capacités, en accordant une attention toute particulière aux groupes socialement vulnérables, dont les femmes, les enfants et

les populations autochtones paupérisées. Pour que ces problèmes prioritaires soient pris en compte dans les politiques de développement, la JICA concentre son aide sur les domaines énumérés ci-après, et contribue à la valorisation des ressources humaines et au renforcement des institutions des pays bénéficiaires.

- 1) Éducation
- 2) Santé publique
- 3) Développement agricole et rural
- 4) Développement du secteur industriel et des infrastructures socioéconomiques
- 5) Protection de l'environnement
- 6) Prévention des catastrophes
- 7) Amélioration de la sécurité publique

Dans cette région composée de petits pays ayant des caractéristiques communes, la JICA privilégie la coopération régionale en direction d'un groupe de pays pour traiter les problèmes de développement analogues. L'Agence soutient également la coopération Sud-Sud, qui favorise l'entraide mutuelle entre pays d'une même région, et elle collabore avec des organisations œuvrant en faveur de l'intégration régionale comme le Système d'intégration d'Amérique Centrale (SICA) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ; par ailleurs, elle mise sur la collaboration avec des organisations internationales comme la Banque Inter-américaine de développement (BID) et avec d'autres pays donateurs.

État actuel du développement régional

La région compte 23 pays, dont huit en Amérique Centrale et 15 dans les Caraïbes. Quoique situés sur le continent sud-américain, le Guyana et le Suriname sont membres de la communauté des Caraïbes (CARICOM). Dans cette région, nombreux sont les petits pays qui abritent moins d'un million d'habitants sur une superficie inférieure à 10 000 km². L'économie de la plupart de ces pays demeure tributaire de la production et de l'exportation de produits primaires. Si le tourisme constitue une activité dynamique dans certains d'entre eux, le secteur manufacturier nécessite des efforts de développement, sauf au Mexique et au Costa Rica.

Dans les années 1990, la paix a été rétablie au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala. Beaucoup de pays ont progressé sur la voie des réformes démocratiques et économiques, ce qui a contribué à la stabilisation politique et économique de la région, où des exceptions subsistent toutefois. De taille modeste, les

États de la région partagent non seulement leur histoire, leurs langues et leurs cultures, mais aussi les problèmes liés au développement. Conscients de la nécessité de s'unir et de collaborer pour les résoudre, ils ont accompli des progrès sur le plan de l'intégration et de la coopération au niveau régional, comme en témoignent le Système d'intégration d'Amérique Centrale (SICA) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Malgré ces efforts d'auto-assistance, de fortes disparités subsistent au sein des pays et entre eux, comme le constate la Charte de l'APD. Dans certains d'entre eux, les problèmes liés à la pauvreté, à la sécurité et à l'environnement n'ont fait que s'aggraver. Souvent, ces problèmes ont débordé des frontières nationales exigües pour gagner les États voisins. Pour y faire face, la région a besoin du soutien actif de la communauté internationale.

Pays le plus vaste et le plus peuplé d'Amérique latine, le

Mexique est un pays « moyennement développé », c'est-à-dire ayant atteint un niveau de développement économique relativement élevé. Il entretient des relations étroites avec le Japon, comme en témoigne l'accord de partenariat économique Japon-Mexique entré en vigueur en avril 2005. Le Mexique a déjà mis en œuvre des programmes de coopération Sud-Sud dans d'autres pays d'Amérique latine ; à cet égard, il bénéficie du soutien actif de la JICA. Quoi qu'il en soit, sur son propre territoire, il a encore fort à faire en matière de lutte contre la pauvreté et de prise en compte de l'environnement.

Tous les autres pays de la région, sauf le Costa Rica, qui jouit d'un assez bon niveau de développement socioéconomique, sont confrontés à de graves problèmes de pauvreté. Attentif à la consolidation de la paix et à l'avènement de la démocratie après un accord de paix, le Japon soutient le renforcement des institutions et le développement du capital humain dans cette région depuis les années 1990. En 1995, le forum Japon-Amérique Centrale pour le dialogue et la coopération a été mis sur pied pour promouvoir la compréhension mutuelle entre le Japon et les pays membres du SICA et resserrer les liens dans des domaines tels que les mesures diplomatiques, la coopération économique et technique, ou encore les échanges interculturels. Au total, dix réunions avec le suppléant du ministre des Affaires étrangères ont eu lieu jusqu'en 2006.

L'année 2005 aura marqué le 70^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et cinq pays d'Amérique Centrale (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica). Lors de l'Expo 2005 qui s'est tenue dans la préfecture d'Aichi, ces cinq pays membres du SICA ont

parrainé le Pavillon de l'Amérique Centrale, conjointement avec le Panama et Belize, pays voisins. À cette occasion, le Japon et huit pays membres du SICA, dont la République dominicaine (membre associé), ont désigné 2005 comme étant l'Année Japon-Amérique Centrale. Dans le cadre de cette année d'échanges, le sommet Japon-Amérique Centrale s'est tenu en août. La déclaration de Tokyo et le plan d'action adoptés lors de ce sommet préconisent le renforcement des liens entre le Japon et les pays de la région et précise les domaines prioritaires et l'orientation future de la coopération économique et technique. La JICA apporte son aide en amont dans des domaines comme l'éducation, la santé et la prévention des catastrophes, en s'efforçant de réaliser les objectifs de la déclaration et du plan d'action.

Si la plupart des pays des Caraïbes sont petits et peu peuplés, et leur indépendance récente, le revenu par habitant y est assez élevé et l'échelle de l'économie réduite. L'effort de coopération du Japon en direction de ces pays n'a donc jamais été très important. Compte tenu de leur petite taille respective, il est plus efficace de fournir une aide à l'échelle de toute la région et de traiter les problèmes communs par le biais d'organisations régionales comme la CARICOM. En s'appuyant sur les résultats des réunions diplomatiques annuelles entre responsables locaux — consultation de la Communauté Japon-Caraïbes —, la JICA met en œuvre une coopération régionale dans des domaines comme la prévention des catastrophes, la protection des ressources marines et le développement de l'activité touristique.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Les efforts d'aide actuels et futurs de la JICA en Amérique Centrale et dans les Caraïbes privilégient les domaines suivants :

Éducation

L'objectif prioritaire est l'éducation de base ; les efforts portent notamment sur l'amélioration qualitative de l'enseignement primaire, par le biais de projets de coopération technique, l'envoi de volontaires et des formations. Le projet d'amélioration des méthodes d'enseignement des mathématiques (PROMETAM) mis en œuvre au Honduras en est l'exemple type ; il a permis entre autres d'élaborer des guides pédagogiques pour les enseignants et des manuels scolaires pour les élèves. Ses résultats devraient être étendus à d'autres pays de la région comme le Salvador, le Nicaragua et le Guatemala.

Santé

Dans ce domaine, l'accent est mis sur la réduction de la mortalité infantile, la santé maternelle et infantile, la santé génésique (visant à améliorer la santé des femmes enceintes), la lutte contre les maladies infectieuses en direction des populations pauvres, l'amélioration des programmes de santé régionaux (formation du personnel infirmier, notamment), l'aide aux personnes handicapées et l'approvisionnement en eau de boisson salubre. Dans ce domaine, comme dans celui de l'éducation, de nombreux experts et volontaires jouent un rôle actif. Le projet de lutte contre le principal vecteur de la maladie de Chagas au Guatemala, au Honduras et au Salvador, est l'exemple type. Cette maladie grave est très répandue dans les communautés rurales pauvres. Quand la phase chronique apparaît, il n'existe pas de traitement efficace. Les efforts incessants de la JICA pour éradiquer cette maladie commencent à porter leurs fruits. Ces activités comprennent l'élimination des insectes (les réduves) qui



Des participants à une formation discutent de la démarche *Kaizen* appliquée aux soins médicaux (gestion de la qualité dans le domaine sanitaire en Amérique latine, JICA Tohoku).

véhiculent la maladie, l'amélioration des conditions d'habitation pour empêcher leur installation, et des campagnes d'éducation et de sensibilisation menées par des bénévoles des écoles et du secteur de la santé.

Développement agricole et rural

L'économie de la plupart de ces pays demeure tributaire de la production et de l'exportation de denrées primaires, essentiellement agricoles. Une grande partie de la population rurale (agriculteurs et pêcheurs) vit dans le dénuement. Pour répondre à l'objectif de réduction de la pauvreté, la JICA concentre son aide notamment sur le développement et la diffusion de techniques de production destinées à améliorer les moyens de subsistance, et sur la promotion d'un développement rural axé sur la participation des habitants. Par ailleurs, l'Agence dispense des formations conçues spécifiquement pour la région Amérique Centrale.

De nombreux experts et volontaires jouent également un rôle actif dans ce domaine.

Développement du secteur industriel et des infrastructures socioéconomiques

Le développement régional à moyen et long terme nécessite une aide permettant la construction d'infrastructures socioéconomiques : routes, ports, écoles, hôpitaux. La JICA défend une coordination organique, combinant coopération technique en amont, avec coopération financière non remboursable et prêts en yens.

Ces dernières années, plusieurs pays de la région ont conclu un accord de libre-échange avec les États-Unis. Face à la mondialisation croissante de l'économie, le Japon apporte une aide destinée à vitaliser les petites et moyennes entreprises, promouvoir le commerce et les investissements, et soutenir le développement de l'activité touristique. La JICA détache des volontaires seniors et des experts et organise des formations spécifiques à la région.

Protection de l'environnement

À mesure que l'économie se développe, la population et les industries se concentrent dans les zones urbaines, ce qui nécessite une prise en compte immédiate des problèmes liés à l'élimination des déchets et à la contamination de l'eau. La richesse du patrimoine naturel constitue une importante ressource touristique ; sa destruction pose problème, notamment parce qu'elle prive les pays concernés d'une source de devises. Outre ses activités de coopération bilatérale, la JICA assure différents types d'aide en faveur de l'environnement à l'échelle régionale, pour prendre en compte les problèmes transfrontières.

Prévention des catastrophes

L'ouragan Mitch qui a frappé l'Amérique Centrale en 1998, a provoqué des dégâts considérables dans la région. Les mesures destinées à prévenir les catastrophes naturelles — comme les séismes ou les inondations liées aux pluies torrentielles — constituent un enjeu essentiel pour tous les pays de la région.

Dans la région, l'Agence met en œuvre des programmes visant à promouvoir la lutte contre les catastrophes naturelles aux niveaux administratif et communautaire, en s'appuyant sur l'expérience du Japon dans ce domaine. La JICA apporte son aide via le Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique Centrale (CEPREDENAC), établi au Guatemala et rattaché au SICA, l'Agence caribéenne d'intervention d'urgence en cas de catastrophe (CDERA), établie à la Barbade et affiliée à la CARICOM, et enfin le Centre national pour la prévention des catastrophes (CENAPRED) au Mexique. À l'avenir, ces organisations sont appelées à devenir des points de convergence régionaux pour la prévention des catastrophes.

Amélioration de la sécurité publique

L'amélioration de la sécurité publique, qui contribue à l'essor d'une société et d'une économie stables et équilibrées, est un enjeu commun à tous les pays de la région. La JICA coopère avec l'Institut centraméricain d'études supérieures de police (au Salvador), affilié au SICA, et à l'Institut des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (au Costa Rica). De plus, l'Agence a organisé au Japon une formation destinée à des policiers originaires de pays de la région, pour leur faire connaître le système de police en vigueur au Japon.

Sur le Terrain

République dominicaine

Étude sur le plan de gestion intégrée des déchets solides urbains de la ville de Saint-Domingue

Approche globale en faveur d'une ville propre

Dégradation de l'environnement urbain

Saint-Domingue, la capitale de la République dominicaine, fut la première cité du Nouveau Monde fondée par Christophe Colomb, dans le splendide décor de la mer des Caraïbes. Mais compte tenu des différences de niveau de vie entre zones urbaines et rurales, la ville connaît un afflux incessant de migrants venus des campagnes. Ce phénomène engendre des problèmes liés notamment à la gestion des déchets solides et des eaux usées, qui pèsent lourdement sur l'environnement urbain. La mairie de Saint-Domingue a décidé de s'attaquer à ces problèmes, en s'appuyant sur le concept de « Ville propre » (« Ciudad Limpia »).

En 2002, la JICA a envoyé un groupe de volontaires seniors à Saint-Domingue, dans le cadre d'une coopération destinée à renforcer les capacités administratives de la municipalité en matière d'environnement, et notamment de gestion des déchets. Les collaborateurs municipaux ont reçu une formation quotidienne dispensée sur place par les volontaires, et plus d'une dizaine d'entre eux ont bénéficié de formations en groupe au Japon. Depuis juillet 2005, l'étude sur le plan de gestion intégrée des déchets solides urbains de la ville de Saint-Domingue a été réalisée,

et un plan directeur de gestion globale des déchets a vu le jour.

En plus du plan directeur, cette étude de développement a permis de mettre sur pied le premier code d'assainissement de la République dominicaine. D'autres initiatives décisives ont suivi. Le ministre de la Santé et le ministre de l'Environnement ont signé une déclaration relative à l'activité de traitement des déchets médicaux et infectieux.

Don de petits camions de collecte des ordures (véhicules d'occasion)

De retour au Japon provisoirement, les volontaires seniors se sont adressés aux administrations locales de leurs villes d'origine ; on leur a fait don de six petits camions de collecte d'occasion. Ces véhicules ont été transportés jusqu'à leur destination finale grâce à une coopération financière non remboursable attribuée au niveau local. La carrosserie des camions a été ornée d'un dessin réalisé par une écolière dominicaine (gagnante d'un concours de dessin organisé sur le thème de l'environnement). Ces petits camions de collecte joliment décorés ont complètement changé l'image autrefois associée aux véhicules de ramassage des ordures. De plus, ils se faufilent facilement dans les ruelles étroites. La

municipalité a aussitôt décidé de mettre en service 24 véhicules supplémentaires.

Grâce à cette aide globale de la JICA, Saint-Domingue a fait œuvre de pionnier en matière de gestion des déchets solides ; l'Agence a depuis reçu de nombreuses demandes d'aide émanant d'administrations locales à travers tout le pays.

Cependant, la gestion des déchets solides à Saint-Domingue n'en est qu'à ses balbutiements. Soucieuse de mettre en œuvre le plan directeur, la JICA apportera une aide destinée à améliorer les capacités administratives de la ville en matière de gestion des déchets solides.

(Bureau de la JICA en République dominicaine)



Fillette dont le dessin a été choisi pour décorer les camions de collecte des ordures.